



EN BREF

Les données et analyses de ce rapport ont été préparées avant la crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 et ne tiennent pas compte de son impact sur l'insécurité alimentaire aiguë et la nutrition dans les pays en situation de crise alimentaire et sur les personnes vulnérables.

Le Rapport mondial sur les crises alimentaires (GRFC) 2020 est le fruit d'une évaluation conjointe et consensuelle des situations d'insécurité alimentaire aiguë dans le monde, menée par 16 organisations partenaires.

Estimé à 135 millions, le nombre de personnes en situation de Crise ou pire (IPC/CH phase 3 ou plus) en 2019 était le plus élevé enregistré au cours des quatre années d'existence du GRFC. Cette augmentation reflète également l'inclusion de pays et de zones (au sein de certains pays) supplémentaires.

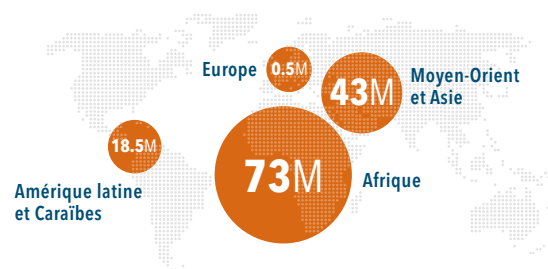
Si l'on compare les 50 pays analysés dans les rapports de 2019 et 2020, la population en situation de Crise ou pire (IPC/CH phase 3 ou plus) est passée de 112 à 123 millions. Cela indique une aggravation de l'insécurité alimentaire aiguë dans les principales crises provoquées par des conflits, notamment en République démocratique du Congo et au Soudan du Sud, ainsi que la gravité croissante de la sécheresse et des chocs économiques dans des pays tels qu'Haïti, le Pakistan et le Zimbabwe.

Près de 183 millions d'individus dans 47 pays sont considérés en situation de Stress (IPC/CH phase 2), risquant de glisser vers une situation de Crise ou pire (IPC/CH phase 3 ou plus) si elles sont confrontées à un nouveau choc ou facteur de stress.



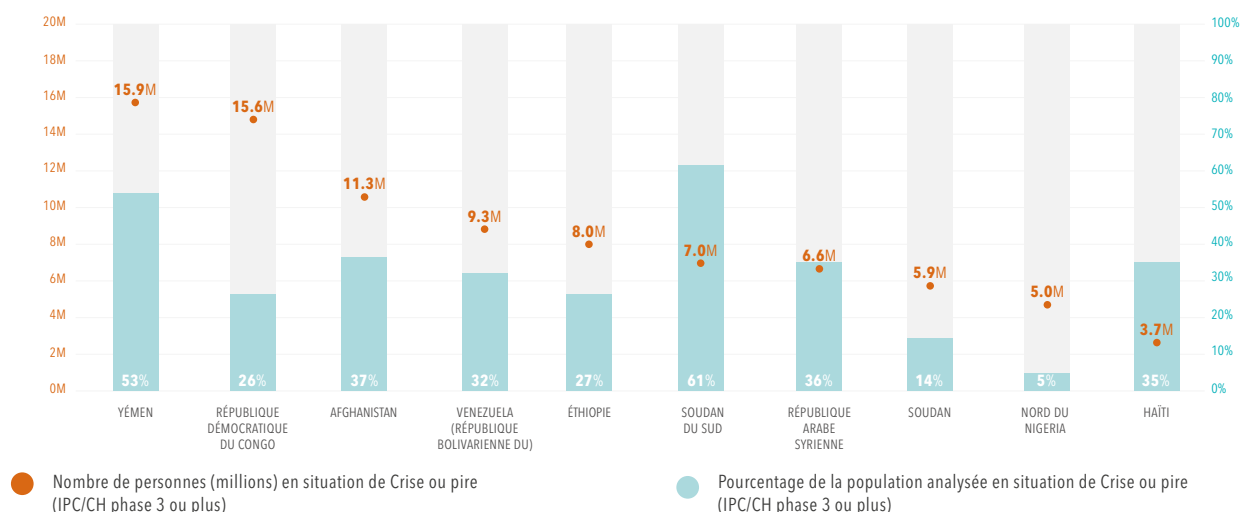
Nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire aiguë en situation de Crise ou pire (IPC/CH phase 3 ou plus) dans les 55 pays et territoires analysés

Plus de la moitié de la population touchée se trouvait en Afrique



Source: FSIN, GRFC 2020

Les 10 crises alimentaires les plus graves en 2019 par nombre de personnes en situation de Crise ou pire (IPC/CH phase 3 ou plus)



Source: FSIN, GRFC 2020

Le manque d'accès à un apport énergétique suffisant, à des régimes nutritionnels diversifiés, à une eau potable saine, à l'assainissement et aux soins de santé a continué à affaiblir l'état de santé et des enfants des pays en situation de crise alimentaire, entraînant des conséquences désastreuses pour leur développement et leur productivité à long terme.

Causes de l'insécurité alimentaire aiguë

Les conflits et l'insécurité sont restés les causes principales de crises alimentaires en 2019, mais les conditions météorologiques extrêmes et les chocs économiques se sont aggravés. Plus de la moitié des 77 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë dans les pays où les conflits en sont la principale cause résidaient au Moyen-Orient et en Asie. Les crises régionales ont continué d'accentuer les niveaux d'insécurité alimentaire aiguë, en particulier dans le bassin du lac Tchad et le Sahel central.

L'Afrique compte le plus grand nombre d'individus en situation d'insécurité alimentaire aiguë nécessitant une aide dans les pays gravement touchés par les événements climatiques, en particulier la Corne de l'Afrique et l'Afrique australe, suivies de l'Amérique centrale et du Pakistan.

En Afrique de l'Est, les conflits armés, la violence intercommunautaire et des tensions localisées ont continué à menacer la paix et la sécurité – en particulier au Soudan du Sud – et à maintenir d'importantes populations de réfugiés dans les pays voisins, comme l'Ouganda.

Le rapport souligne l'influence croissante des crises économiques sur les niveaux d'insécurité alimentaire aiguë, en particulier en République bolivarienne du Venezuela, au Zimbabwe, en Haïti et au Soudan.

On estime que 79 millions de personnes restaient toujours déplacées dans le monde vers la mi-2019: 44 millions à l'intérieur de leur propre pays et 20 millions de réfugiés sous mandat du HCR. Plus de la moitié de ces réfugiés ont été accueillis dans des pays comptant un grand nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë. Dans les pays où les contraintes de financement ont réduit l'aide dans les camps de réfugiés, la sécurité alimentaire dans ces camps était gravement menacée.

Perspectives à court terme pour 2020

Les prévisions 2020 en matière d'insécurité alimentaire aiguë ont été réalisées avant que le COVID-19 ne devienne une pandémie. Par conséquent, elles ne tiennent pas compte de son impact probable sur les pays en crise alimentaire.

Les effets combinés des conflits, de la crise macroéconomique, des chocs climatiques et des ravageurs des cultures, notamment la chenille légionnaire d'automne et les criquets pèlerins, risquent de provoquer au Yémen la plus grande crise alimentaire au monde.

En Afrique de l'Est, les fortes pluies saisonnières ont bénéficié aux cultures et aux pâturages tout en favorisant une violente invasion de criquets pèlerins, ce qui aggravera probablement l'insécurité alimentaire aiguë dans les contextes complexes et fragiles.

Les conflits prolongés maintiendront ou accroîtront les niveaux d'insécurité alimentaire aiguë dans certaines régions de l'Afrique centrale. En Afrique australe, les améliorations post-récolte risquent



17M

d'enfants de moins de 5 ans ont souffert de malnutrition aiguë en 2019 dans les 55 pays analysés

Nombre de personnes en situation de Crise ou pire (IPC/CH phase 3 ou plus) (millions) par facteur clé



Conflits et insécurité



Conditions météorologiques extrêmes



Chocs économiques

Source: FSIN, GRFC 2020



Les conflits et l'insécurité, les conditions météorologiques extrêmes, les criquets pèlerins, les chocs économiques et le COVID-19 devraient devenir les principaux facteurs d'insécurité alimentaire aiguë

d'être de courte durée, car les faibles précipitations, les prix élevés des produits alimentaires et l'instabilité politique et économique persistante pourraient aggraver les niveaux d'insécurité alimentaire aiguë. La violence croissante, les déplacements de populations et l'interruption de l'agriculture et du commerce, conjugués à un climat défavorable en Afrique de l'Ouest et dans les pays du Sahel, aggraveront l'insécurité alimentaire aiguë dans de nombreuses zones.

Les conflits violents et la dépréciation de la monnaie produiront des taux alarmants d'insécurité alimentaire et de malnutrition aiguës dans les régions les plus touchées du Moyen-Orient et de l'Asie.

Dans certains pays d'Amérique latine et des Caraïbes, les crises sociopolitiques, la pénurie d'emplois et les prix élevés des produits alimentaires pourraient exacerber l'insécurité alimentaire aiguë.

Les facteurs des crises alimentaires, ainsi que le manque d'accès à un apport énergétique suffisant et à la diversité alimentaire, à l'eau potable, à l'assainissement et aux soins de santé continueront à engendrer des niveaux élevés de malnutrition infantile, tandis que la pandémie de COVID-19 pourrait saturer les systèmes de santé.

La pandémie pourrait bien être dévastatrice pour les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire, notamment dans les contextes fragiles, en particulier pour les travailleurs les plus vulnérables des secteurs agricoles et non agricoles informels. Une récession mondiale perturbera gravement les chaînes d'approvisionnement alimentaire.

Si tous les partenaires sont largement d'accord sur les données et les informations présentées dans ce rapport, les analyses de FEWS NET indiquent que la population nécessitant une aide alimentaire d'urgence en 2019 était inférieure aux estimations de l'IPC pour l'Afghanistan, la République démocratique du Congo, l'Éthiopie et Haïti.



Global Network
Against Food Crises



Food Security Information Network

Pandémie de Coronavirus COVID-19



Les conséquences de la nouvelle maladie du Coronavirus (COVID-19) dans le monde sont sans précédent, tant sur le plan sanitaire que sur le plan socioéconomique.

Bien que le COVID-19 frappe sans distinction, les 55 pays et territoires qui abritent 135 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë nécessitant une aide humanitaire alimentaire et nutritionnelle urgente sont les plus vulnérables aux conséquences de cette pandémie. Ils ont en effet une capacité très limitée, voire aucune, à faire face aux conséquences sanitaires ou socioéconomiques de la crise. De plus, la pandémie peut accentuer les niveaux d'insécurité alimentaire aiguë dans les pays dépendant des importations de produits alimentaires, des exportations de pétrole, du tourisme et des envois de fonds, comme les petits États insulaires en développement (PEID).

Des impacts potentiels sur les pays en crise alimentaire

Quand ce document a été publié, il était encore trop tôt pour savoir comment la pandémie affecterait ces pays. Le COVID-19 aura probablement un impact profond sur l'état de santé et nutritionnel des populations – en particulier des groupes vulnérables – compte tenu de la situation fragile des systèmes publics de santé et des ressources économiques limitées des individus pour l'accès aux soins de santé. L'augmentation des taux de pathologies sous-jacentes – y compris les maladies non transmissibles et la malnutrition qui affaiblissent le système immunitaire – peut accroître le risque de développer des symptômes graves.

Les effets collatéraux du COVID-19 à l'échelle planétaire pourraient se concrétiser par une augmentation du prix des produits alimentaires à travers une pénurie de main-d'œuvre agricole et des effets négatifs des politiques protectionnistes. Les restrictions nécessaires au déplacement des personnes, conjuguées au ralentissement attendu de l'économie mondiale, menacent simultanément de perturber les activités de production, transformation et commercialisation des produits alimentaires, ainsi que les déplacements du bétail.

L'accroissement du chômage et du sous-emploi et la baisse du pouvoir d'achat auront de lourdes conséquences sur les populations pauvres et vulnérables des pays déjà confrontés à des crises, notamment des conflits et/ou des troubles économiques et politiques. Les personnes déplacées vivant dans des camps ou en milieu urbain, ainsi que les personnes âgées, les jeunes enfants, les femmes enceintes et allaitantes et les personnes handicapées sont particulièrement vulnérables aux impacts considérables de cette maladie.

Le COVID-19 pourrait également menacer la stabilité sociale et politique en créant des conditions favorables à des troubles sociaux, en particulier dans les pays les plus vulnérables aux

crises alimentaires. Il peut entraver les efforts de médiation internationale pour la résolution de conflits, ainsi que les opérations de maintien de la paix, avec des effets négatifs sur les personnes vulnérables et touchées par les conflits et l'insécurité alimentaire.

La pandémie peut avoir un impact sur l'acheminement et le coût de l'aide humanitaire en raison des restrictions de transport et de déplacement. Parallèlement, les budgets risquent d'être réduits si les ressources sont réaffectées aux efforts nationaux de lutte contre le COVID-19. Cela pourrait avoir des conséquences majeures sur les populations qui sont lourdement dépendantes de l'aide humanitaire pour leur survie et/ou la protection de leurs moyens de subsistance. Les organismes d'aide seront également confrontés à des défis majeurs pour la réalisation des évaluations en face-à-face et le suivi post-distribution.

Un besoin urgent d'actions coordonnées

Pour éviter que des dizaines de millions de personnes déjà confrontées aux crises alimentaires ne succombent au virus ou pâtissent de ses conséquences économiques, tous les acteurs doivent se mobiliser et se coordonner autour d'un ensemble de priorités opérationnelles et stratégiques.

Cela impliquera de renforcer la préparation et l'intervention en matière de santé publique et de protéger les populations vulnérables. Il est également crucial de se mobiliser rapidement pour sauvegarder les moyens de subsistance et les systèmes agroalimentaires dans les pays en crise alimentaire et pour protéger la chaîne d'approvisionnement alimentaire essentielle. Le soutien à la transformation et au transport des produits alimentaires ainsi qu'aux marchés alimentaires locaux est vital. Tout comme la nécessité que les corridors commerciaux restent ouverts pour assurer la continuité du fonctionnement de la chaîne d'approvisionnement et des systèmes agroalimentaires essentiels dans les pays en situation de crise alimentaire.

Ces interventions doivent être conformes aux mesures des pouvoirs publics et aux directives sanitaires et être conçues et mises en œuvre dans le cadre d'un partenariat entre les pouvoirs publics et les acteurs de l'humanitaire et du développement.

Compte tenu de la nature inédite de cette crise, il est extrêmement important et urgent de mieux comprendre les impacts potentiels du COVID-19 sur la sécurité alimentaire. Le Réseau mondial contre les crises alimentaires s'engage à suivre immédiatement la situation à l'aide des données actuellement disponibles et s'efforcera de fournir en temps opportun des données, analyses et information sur l'impact du COVID-19 sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

ACTIONS-CLES



Accélérer les efforts et les progrès

Les dernières estimations du rapport et la probable dégradation de la situation alimentaire et nutritionnelle due à la pandémie de COVID-19 montrent que pour assurer un avenir durable pour tous d'ici 2030, la communauté internationale doit accélérer les efforts visant à s'attaquer aux causes profondes de la faim durant la Décennie d'action.



Promouvoir la collecte et le partage de données de qualité

Des données probantes sur la sécurité alimentaire et la nutrition sont nécessaires pour mieux comprendre les crises alimentaires. Tous les acteurs impliqués dans la production de données doivent investir dans des systèmes de suivi et une analyse prédictive à la pointe de la technologie et adapter les outils pour fournir en temps opportun des données fiables et faciles à consulter, à interpréter et à utiliser par les décideurs politiques.



Investir dans l'analyse, l'intervention et les politiques

Des investissements stratégiques sérieux dans la sécurité alimentaire et la résilience doivent être réalisés aux échelons national et régional pour que des changements importants fassent sentir leurs effets positifs sur la vie des individus. L'amélioration des mécanismes d'alerte précoce et d'intervention rapide, le renforcement de la protection sociale nationale et le soutien aux moyens de subsistance favoriseront la résilience et stimuleront la croissance sur le long-terme.



Promouvoir une action politique pour s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire

Les secteurs de l'humanitaire et du développement doivent contribuer à lever les obstacles récurrents à la sécurité alimentaire et à une nutrition adéquate et attirer l'attention sur les facteurs à l'origine des causes alimentaires. Ces acteurs peuvent s'unir pour favoriser la prise de conscience et l'engagement politiques nécessaires des pouvoirs publics et des décideurs nationaux.



S'attaquer aux vulnérabilités des personnes avant, pendant et après la crise

Les crises alimentaires sont complexes et nécessitent souvent des interventions humanitaires et de développement simultanées et cohérentes avec des efforts de construction de la paix – connus sous le nom de nexus humanitaire-développement-paix – pour des réponses et des solutions durables et spécifiques à chaque contexte.



Repenser les systèmes alimentaires et agricoles

Les systèmes alimentaires et agricoles mondiaux sont de plus en plus mis sous pression. Dans les zones pauvres et fragiles, les conflits aggravent des situations déjà précaires. Les systèmes alimentaires doivent être flexibles et capables d'assurer la sécurité alimentaire et la nutrition en tenant compte des réalités actuelles.



Reconnaître l'importance de la santé, de l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH), de l'éducation et de la protection sociale dans les systèmes alimentaires

Les crises alimentaires ne concernent pas uniquement la nourriture. Les épidémies ont un impact direct sur l'état de santé et nutritionnel d'une population et peuvent affecter la sécurité alimentaire de plusieurs façons. Le fonctionnement adéquat des systèmes alimentaires dépend de celui des systèmes de santé, d'eau, assainissement et hygiène (WASH), d'éducation et de protection sociale.



Veiller à ce que les personnes soient au cœur des changements structurels

Les progrès dans la lutte contre la faim nécessiteront un dialogue ouvert, une coordination stratégique et de nouvelles approches, mais également des changements structurels à long-terme axés sur les personnes. Cela aura un impact sur les perspectives en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle pour les générations futures.

CONTACTS



fsin-secretariat@wfp.org



www.fsinplatform.org



[@FSIN_News](https://twitter.com/FSIN_News)

Cette initiative a été prise par le Réseau mondial contre les crises alimentaires. Les travaux du FSIN ont été possibles grâce au généreux soutien de l'UE et USAID.



Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

